



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 21 – Du 16 juin mai au 22 juin 2023

En bref

Afghanistan : Diminution de l'aide internationale, qui met en péril l'économie nationale. Réunion des experts de la finance pour discuter du renforcement du secteur bancaire. Signature par le Pakistan et le Turkménistan d'un plan de mise en œuvre conjointe du projet TAPI.

Bangladesh : Présentation du budget et du budget climat 2023-24 par le Ministre des Finances. Le Bangladesh pourrait rejoindre les BRICS en août. Adoption par la Banque central d'une politique monétaire plus restrictive pour contrer l'inflation.

Bhoutan : Inquiétant déclin des réserves de change.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Visite de Modi aux Etats-Unis. *Politique commerciale* : Exportations en baisse malgré une hausse des exportations de smartphones. Commande historique d'IndiGo de 500 avions Airbus. *Politique monétaire* : Mise en place d'un cadre pour les « silver loan » par la RBI.

Maldives : Déficit commercial de 670 MUSD (+2,4% en g.a.) au T1 2023.

Népal : Baisse de 25 % (en g.a.) des Investissements Directs Etrangers en mai dernier. Publication d'un rapport de la Banque mondiale pour évaluer les avancées du Népal en matière de fédéralisme budgétaire.

Pakistan : FMI – dernières manœuvres du gouvernement pour éviter l'échec du programme. Annonce d'un plan de relance économique sous l'égide de l'armée. Moody's Investors Service considère que le Pakistan va faire face en 2023/2024 à des risques élevés sur la soutenabilité de sa dette. Publication par la SBP d'une liste exhaustive des dépenses des créanciers multilatéraux et bilatéraux au cours des 11 premiers mois de l'année 2022/2023. Signature d'un MoU entre la Chine et le Pakistan pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire de 1200 MWe.

Sri Lanka : Contraction du PIB de 11,5v% en g.a. au T1 2023. Augmentation de la dette publique de 6,9 Mds USD (8 %) au T1 2023. L'Etat sélectionne trois conseillers pour la privatisation de quatre entreprises publiques.

Afghanistan

Diminution de l'aide internationale qui met en péril l'économie nationale

Avec 34 millions de personnes vivant dans la pauvreté, contre 19 millions en 2020, la pauvreté s'est considérablement aggravée depuis l'arrivée du régime Taliban au pouvoir. Le représentant résident du PNUD en Afghanistan, Abdallah Al Dardari, souligne que l'aide étrangère, d'un montant proche de 4 Mds USD en 2022 a permis d'éviter un effondrement total de l'économie afghane, largement sous perfusion de l'aide internationale.

Or, les crises mondiales couplées aux restrictions imposées par l'administration talibane aux femmes devraient entraîner une baisse de l'aide internationale. Selon un rapport des Nations unies, sur la base d'une valeur indicative de 30 % de réduction de l'aide étrangère en Afghanistan, le PIB se contracterait de 0,4 % du PIB, avec une baisse significative du revenu par habitant, susceptible d'atteindre 306 USD d'ici 2024.

En particulier, la mission des Nations unies en Afghanistan envisage de cesser ses activités dans le pays compte tenu de l'interdiction pour les femmes de travailler au sein de l'organisation. Le rapport conclut que la politique actuelle des talibans, qui consiste à exclure les femmes et les filles des écoles et de la main-d'œuvre, entrave toute reprise économique potentielle.

Réunion des experts de la finance pour discuter du renforcement du secteur bancaire

La directrice pays de la Banque mondiale pour l'Afghanistan, Melinda Good, a annoncé que plus de 100 experts de banques nationales et internationales, de fournisseurs de services numériques, et de la société civile se sont réunis à l'occasion d'un atelier pour discuter du secteur bancaire en Afghanistan, notamment des moyens de paiements, dont la crise s'est exacerbée depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans. La crise bancaire a érodé la confiance des agents, ce qui complique les transferts électroniques d'argent et les fonds en provenance de l'aide internationale.

Le renforcement du système de paiement permettra de relancer le secteur privé et la création d'emplois, tout en permettant à l'aide internationale de transiter directement à destination du peuple afghan.

Le ministère de l'économie de l'administration talibane cherche à obtenir le soutien d'organisations internationales telles que la Banque mondiale pour reprendre les projets de développement, de l'ordre d'une trentaine actuellement.

Signature par le Pakistan et le Turkménistan d'un plan de mise en œuvre conjointe du projet TAPI

Maksat Babayev, ministre d'État du Turkménistan, et Musaddiq Malik, ministre d'État pour le pétrole du Pakistan, ont signé un plan de mise en œuvre conjointe du TAPI en présence du Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif.

Le projet de gazoduc TAPI, qui traverse le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, vise à sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel et à favoriser la prospérité de la région. Le projet a reçu le soutien de diverses parties prenantes, dont la Chambre afghane de l'industrie et des mines. Les talibans se sont également déclarés prêts à le mettre en œuvre et ont assuré la sécurité du gazoduc.

L'étude de faisabilité des travaux techniques sur le projet TAPI est terminée et l'acquisition des terres est en cours dans la province d'Herat. L'oléoduc couvrira une distance totale de 1 814 km, dont 735 km passeront par l'Afghanistan.

Le vice-ministre de l'Economie de l'administration talibane a appelé la Banque mondiale à continuer de soutenir le projet TAPI en Afghanistan. En revanche, la réticence des bailleurs persiste compte tenu du déni de légitimité de l'administration talibane par la communauté internationale ainsi qu'aux rivalités politiques persistantes, notamment entre l'Inde et le Pakistan.

Bangladesh

Présentation du budget et du budget climat 2023-24 par le Ministre des Finances

Le Ministre des Finances AHM Mustafa Kamal a présenté au Parlement le budget pour l'exercice 2023-24. Le budget total atteint 7 618 Mds Tk (environ 70 Mds USD) soit 15,2% du PIB, un pourcentage stable par rapport à l'année précédente. Le déficit est prévu à 2 579 Mds Tk soit 5,2% du PIB, dans la moyenne des budgets précédents, financé à 40% par des sources externes (environ 9 Mds USD) et à 60% par du financement domestique (notamment le secteur bancaire et la banque centrale). Le recours aux National Saving Certificate, très coûteux (taux d'intérêt de 13% environ), est graduellement réduit. Les recettes fiscales, particulièrement scrutées dans le contexte du programme FMI, devront atteindre 9,0% du PIB contre 8,7% du PIB sur le budget précédent et 7,5% sur le budget 2021-22.

Le sujet du changement climatique bénéficie pour la sixième année d'un livret spécifique (Climate Financing for Sustainable Development) qui détaille le budget lié aux actions prévues par les différents ministères concernés. L'allocation pour le changement climatique progresse de 14% dans le nouveau budget : elle s'élève à 370 Mds Tk (3,1 Mds EUR), équivalent à 9,0% du budget total, contre 324 Mds Tk pour l'exercice précédent. Le budget climat 2023-24 englobe pour cet exercice fiscal 25 administrations et finance principalement la santé, la protection sociale et la sécurité alimentaire (42%) et les infrastructures (29%).

Les principaux ministères impliqués sont l'agriculture (93 Mds Tk), les collectivités territoriales (75 Mds Tk) et l'eau (39 Mds Tk), portant des projets de développement tels que le développement de systèmes de culture plus résistants, l'adaptation des cultures aux sécheresses et à la salinité, la réparation de polders (étendue artificielle de terre) ou encore l'adaptation aux inondations.

Une mise à jour du Bangladesh Climate Change Strategy and Action Plan 2009 est en cours et vise à étendre le nombre de thématique de 6 à

11, en ajoutant par exemple la gestion des ressources naturelles, le genre et l'adaptation au changement climatique en zone urbaine.

Le Bangladesh pourrait rejoindre les BRICS en août

A la suite d'un entretien entre la Première Ministre Sheikh Hasina et le président sud-africain Ramaphosa, le ministre des Affaires étrangères a annoncé que le Bangladesh participera en tant qu'invité au prochain sommet des BRICS en août en Afrique du Sud. L'Arabie Saoudite, les Emirats-Arabis-Unis et l'Indonésie sont également conviés. Cette invitation pourrait ouvrir la voie pour devenir membre de l'organisation d'après le ministre.

Depuis septembre 2021, le Bangladesh est officiellement présent au capital de la banque de développement des BRICS dite New Development Bank (NDB). Il détient 1,8% du capital (188M USD), à côté des cinq pays fondateurs (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) et de trois autres nouveaux membres (Emirats-Arabis-Unis, Uruguay et Egypte). Depuis, la NDB a ouvert un bureau régional en Inde avec compétence sur le Bangladesh en mai 2022.

Aucun projet n'a encore été financé par la NDB au Bangladesh. Les discussions les plus poussées concernent un projet d'approvisionnement en eau potable à Dhaka (235 MUSD) pour réaliser le réseau de distribution de l'usine dite Padma (Jashaldia) Water Treatment Plant financée par l'EXIM Bank of China. NDB s'est également engagée à financer la rénovation des gazoducs entre Dhaka et Narayanganj (sud de la ville) pour 440 MUSD. A terme, la NDB évoque 1 Md USD de prêts chaque année auprès des secteurs public et privé. Les prêts pourraient être décaissés en dollar américain ou en yuan, et il s'agirait d'aide déliée.

La banque centrale adopte une politique monétaire plus restrictive pour contrer l'inflation

La Bangladesh Bank vient d'annoncer sa politique monétaire pour le premier semestre de l'année fiscale 2023-24. Celle-ci vise à rendre l'accès au crédit plus cher afin de limiter l'inflation qui a

atteint près de 10% contre une cible de 7,5%. Ainsi, la banque centrale a réduit sa cible de croissance des crédits du secteur privé de 14% (2022-23) à 11% (2023-24).

Dans le cadre de sa nouvelle politique monétaire, la Bangladesh Bank a introduit un corridor pour les taux d'intérêts des banques et institutions financières non-bancaires (IFNB), en lieu et place du plafond à 9% qui avait été imposé en avril 2020. Le corridor sera centré autour d'un taux de référence défini mensuellement par la banque centrale (SMART, ou six-month moving average rate of Treasury bill), avec une marge de +3% pour les banques et +5% pour les IFNB. Actuellement, cela représenterait un nouveau plafond de 10,1% et 12,1% respectivement.

La banque centrale a également relevé ses taux directeurs. Le taux de refinancement (repo rate), taux auquel les banques commerciales empruntent auprès de la Bangladesh Bank, augmente de 6,0% à 6,50% avec +/- 2,0% soit un nouveau taux de 8,5%.

Enfin, cette politique monétaire inclut un taux de change unifié et déterminé par le marché, contre actuellement des taux différents pour les exportations, pour les importations et pour les transferts de fonds des expatriés.

Bhoutan

Inquiétant déclin des réserves de change au Bhoutan

Les réserves de change du Bhoutan sont tombées à 698 MUSD en mars dernier, ce qui représente une baisse de près de 26,4 % par rapport à la même période de l'année dernière. La fluctuation des réserves au cours du premier trimestre 2023 a suscité des inquiétudes quant à la stabilité économique du pays. Cette diminution est principalement attribuée à l'augmentation des factures d'importation et à l'appréciation du dollar américain par rapport au ngultrum. En conséquent, le gouvernement souhaite revoir à la baisse ses dépenses en importations essentielles et non-essentielles pour s'aligner sur l'exigence constitutionnelle de

maintenir des réserves suffisantes pour couvrir 12 mois d'importations essentielles. En outre, des mesures telles que l'augmentation des incitations en espèces pour les transferts de migrants et des restrictions aux importations de véhicules ont été prises afin de reconstituer des réserves de change.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Visite de Modi aux États-Unis

Le Premier ministre indien Narendra Modi est arrivé à New York le 20 juin pour la première étape de sa visite d'État aux États-Unis. Le programme de M. Modi aux États-Unis comprendra des rencontres avec des leaders d'opinion, des PDG américains, des membres du Congrès et des membres de la communauté indo-américaine. Les discussions porteront sur le renforcement des relations commerciales, la coopération en matière de science et de technologie, l'éducation et la santé.

M. Modi a eu l'occasion de rencontrer Elon Musk le 20 juin. Les deux hommes ont échangé sur l'investissement de Tesla en Inde et les possibilités de collaboration dans le domaine des énergies renouvelables et de la technologie. Elon Musk a exprimé son admiration pour M. Modi et son enthousiasme pour l'avenir de l'Inde. Il a mentionné que Tesla envisageait de choisir un emplacement pour une nouvelle usine d'ici la fin de l'année, et que l'Inde était une option intéressante. Il a également évoqué la possibilité d'investir dans le secteur de l'énergie solaire en Inde, soulignant le potentiel du pays dans ce domaine.

Dans le cadre de sa visite, M. Modi devrait annoncer officiellement l'accord d'achat de drones militaires de haute altitude et de longue endurance. En effet, suite à l'approbation du DAC (Defence Acquisition Council), l'Inde va acheter 30 drones MQ-9 Reaper à General Atomics pour un montant de 3 Mds USD. Ces

drones, considérés comme l'un des points forts de la visite, renforceront les capacités de défense de l'Inde.

Par ailleurs, le conseil des ministres indien a approuvé le plan de l'entreprise américaine Micron Technology visant à lancer une unité de test et d'emballage de semi-conducteurs de 2,7 Mds USD. Une annonce officielle est attendue lors de la visite en cours de Modi aux États-Unis. L'entreprise de Micron Technology coïncide avec les efforts de la Maison Blanche pour encourager les fabricants américains de puces à investir en Inde. Des discussions sur d'autres investissements potentiels sont en cours.

Politique monétaire

Mise en place d'un cadre pour les « silver loan » par la RBI.

Les banques indiennes ont sollicité la Reserve Bank of India (RBI) pour établir un cadre politique leur permettant d'octroyer des « silver loan » (prêts d'argent métal), similaire à celui en place pour les prêts d'or (« gold loan »). Les fabricants de bijoux en Inde ont ainsi fait appel aux banques pour obtenir du crédit afin de financer l'achat et l'exportation d'argent et d'articles en argent ainsi que la fabrication de bijoux. Les banques ont soulevé cette question lors d'une réunion avec la RBI le mois dernier. Conformément aux règles actuelles de la RBI, les banques sont autorisées à importer de l'or et les prêts en or sont remboursés en roupies ou en or physique. Les fabricants estiment que la fabrication de bijoux en argent présente des risques similaires à celle des bijoux en or et ils demandent des directives claires de la RBI pour éviter toute violation des réglementations existantes. Selon les données du Gem Jewellery Export Promotion Council, les exportations de bijoux en argent ont connu une augmentation de 16,0 % au cours de l'exercice 2022-2023 pour atteindre environ 3 Mds USD. Il est également prévu une augmentation de la demande mondiale d'argent en raison de son utilisation croissante dans les véhicules électriques et les projets de décarbonisation.

Politique commerciale

Exportations en baisse malgré une hausse des exportations de smartphones

Les exportations de l'Inde ont enregistré une baisse de 10,3 % en mai, atteignant 34,98 Mds USD, selon les données gouvernementales. Cependant, dans le secteur des smartphones, l'Inde connaît une augmentation significative des exportations. Les données de l'India Cellular and Electronics Association (ICEA) indiquent que les exportations indiennes d'iPhones ont atteint 1,22 Md USD en mai. En 2022-2023, l'Inde a exporté des iPhones d'une valeur de 5 Mds USD. Cette tendance positive dans le secteur des smartphones reflète la stratégie d'Apple visant à diversifier sa chaîne d'approvisionnement et à augmenter sa production en Inde, avec des projets tels que la fabrication d'AirPods dans le pays. Alors que les exportations globales connaissent des difficultés, la performance des exportations d'iPhone démontre le potentiel de croissance de l'industrie des smartphones en Inde.

Commande historique de 500 avions Airbus par IndiGo

IndiGo, la plus grande compagnie aérienne indienne en termes de parts de marché, a passé une commande ferme de 500 appareils de la famille A320, établissant le record du plus important contrat d'achat unique de l'histoire de l'aviation commerciale.

Cette commande, d'une valeur d'environ 55 Mds USD, renforce la position d'Airbus sur le marché indien en tant que fournisseur privilégié. Les livraisons des avions commenceront à partir de 2030 et se déploieront sur plusieurs années, témoignant de la relation à long terme entre Airbus et IndiGo.

Ce dernier accord porte à 1 330 le nombre total d'Airbus commandés par IndiGo, établissant ainsi sa position de plus grand client mondial de la famille A320, et consolidant sa position de leader sur le marché indien en pleine croissance. Malgré cette commande importante, Airbus a décidé de ne pas installer une nouvelle chaîne

d'assemblage en Inde, préférant se concentrer sur d'autres activités à valeur ajoutée telles que l'ingénierie et la production d'équipements et de pièces.

Maldives

Déficit commercial de 670 MUSD (+2,4% en g.a.) au T1 2023

Les exportations croissent de 21% en g.a. (+23,6 MUSD) à 138,3 MUSD, tirées par les ré-exportations de marchandises (+20,3 MUSD, +32,0%), qui comptent pour 84,6 MUSD et qui reflètent la croissance du prix des carburants pour les avions et des vols internationaux aux Maldives pendant la saison touristique. Les exportations de produits domestiques, essentiellement des produits de la pêche, croissent de 7% à 53,7 MUSD, tirées par la hausse des prix du thon listao. La Thaïlande est la principale destination des exportations maldiviennes (59%), suivie de l'Europe (27% ; 11% pour le Royaume-Uni, 4% pour l'Allemagne, 4% pour la France et 3% pour l'Italie).

Les importations au T1 2023 atteignent 808,2 MUSD, en hausse de 5% en g.a. (+39,0 MUSD), tirées en particulier par le secteur de la construction (+21%, +22,2 MUSD), les équipements de transport (+22%, +11,5 MUSD) et les machines électriques et électroniques (+18%, +6,8 MUSD), malgré des baisses observées en ce qui concerne l'ameublement, les fournitures médicales, les équipements électroniques et électriques. L'Asie compte pour 83% des importations maldiviennes, l'Inde à hauteur de 17%, Oman de 15%, les UAE de 14%, Singapour de 10% et la Chine de 10%.

Le solde commercial atteint -669,9 MUSD au T1 2023, et se creuse de 2,4% en g.a. Le déficit de la balance des marchandises est structurel aux Maldives (entre 39 et 47% du PIB au cours des cinq dernières années), l'archipel important l'essentiel de ce qu'il consomme.

Népal

Baisse de 25% (en g.a.) des Investissements Directs Etrangers en mai dernier

Les promesses d'Investissements Directs Etrangers (IDE) au Népal ont diminué de 25,70 % (en g.a) en mai dernier, en raison de l'instabilité politique, des obstacles bureaucratiques et du ralentissement économique. En effet, selon le département de l'industrie, les engagements d'IDE sont passés de 355 MUSD (46 Mds NPR) à 263 MUSD (34,5 Mds NPR) au cours des onze premiers mois de l'année budgétaire en cours. Il s'agit de 274 nouveaux projets, dont 247 sont portés par des petites entreprises industrielles, 22 par des moyennes entreprises industrielles et cinq par des grandes industries. Si réalisés, ces IDE créeront près de 14 600 emplois.

L'écart entre les engagements d'IDE et leur réalisation se creuse en lien avec des taux d'intérêt élevés, l'instabilité politique et les médiocres perspectives économiques.

Les efforts du gouvernement pour améliorer l'environnement des affaires et attirer les investissements étrangers ont été insuffisants, et les lourdeurs bureaucratiques persistent. Les experts soulignent la nécessité d'une stabilité politique, de l'amélioration de la gouvernance, et de la modification des lois existantes pour faciliter les investissements. Le ministère de l'Industrie, du commerce et des approvisionnements a modifié les règles pour faciliter et alléger les demandes d'investissement par voie électronique.

Le secteur de l'hydroélectricité, secteur phare de l'économie népalaise, présente de bonnes perspectives en matière d'investissement, mais des inquiétudes subsistent quant aux autres secteurs tels que l'industrie ou les services.

Publication d'un rapport de la Banque mondiale pour évaluer les avancées du Népal en matière de fédéralisme budgétaire

Selon [un rapport de la Banque mondiale](#), le Népal a réalisé des progrès significatifs en matière de fédéralisme budgétaire, mais davantage d'efforts restent à fournir afin de renforcer le cadre réglementaire, la structure institutionnelle, la capacité des ressources humaines et la gestion des finances publiques des provinces népalaises. La Banque mondiale s'est engagée à soutenir le gouvernement népalais dans la consolidation du fédéralisme budgétaire en collaboration avec d'autres partenaires de développement.

Le rapport souligne la nécessité d'une feuille de route en la matière définissant clairement les actions spécifiques restant à mettre en place et les différents agendas des acteurs impliqués.

Par ailleurs, le rapport suggère de réduire progressivement la part des subventions au sein des transferts inter-étatiques et met en avant le besoin d'appliquer des réformes structurelles telles que le renforcement du système de transfert fiscal intergouvernemental, l'établissement d'une base de données consolidée sur la performance de la gestion des finances publiques au niveau infranational, la clarification des responsabilités concurrentes entre les différents niveaux de gouvernement par le biais d'amendements juridiques, l'amélioration de la crédibilité du budget et de la prestation de services par les administrations infranationales.

Pakistan

FMI – dernières manœuvres du gouvernement pour éviter l'échec du programme

En marge du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial qui se tient à Paris les 22 et 23 juin, le Premier ministre Shehbaz Sharif a rencontré la directrice générale du FMI pour tenter de débloquer les négociations autour de la 9ème revue de facilité élargie de crédit (EFF), à maintenant une semaine de la fin du programme FMI. Lors de cet entretien, le premier ministre pakistanais a souligné que toutes les actions

préalables à la 9ème revue de l'EFF avaient été mises en œuvre et que le gouvernement s'était pleinement engagé à remplir ses obligations, comme convenu avec le FMI.

Ces derniers jours, les autorités pakistanaises ont multiplié les démarches auprès des partenaires bilatéraux (convocation des ambassadeurs des principaux partenaires financiers avec le Premier ministre, entretien téléphonique du ministre des Finances Ishaq Dar avec Andrew Mitchell, ministre d'État chargé des Affaires du Développement et de l'Afrique auprès du ministère britannique des Affaires étrangères) pour faire entendre leurs positions et demander un soutien pour tenter d'infléchir la position du Fonds et éviter ainsi l'échec du programme fin juin.

Annnonce d'un plan de relance économique sous l'égide de l'armée

Le Premier ministre a présenté un « Plan de relance économique », qui prévoit de « développer le potentiel inexploité du Pakistan dans les secteurs clés de la production de défense, de l'agriculture, de l'élevage, de l'exploitation minière, de l'informatique et de l'énergie grâce au développement local et aux investissements des pays amis (plus particulièrement les pays du Golfe) ». Il a également annoncé la création d'un Conseil pour faciliter les investissements (Special Investment Facilitation Council – SFIC), qui servira de guichet unique pour les investisseurs étrangers afin de faciliter leurs démarches.

On notera la présence lors de cette présentation du Chef d'Etat major de l'armée de terre (Chief of Army Staff – COAS), le Général Asim Munir qui a assuré le gouvernement du soutien de l'armée à ce plan de relance économique. D'après les déclarations d'un ministre du gouvernement, l'armée jouerait un rôle important dans la coordination de ces projets.

Moody's Investors Service considère que le Pakistan va faire face en 2023/2024 à des risques élevés sur la soutenabilité de sa dette.

Dans une note publiée récemment, Moody's Investors Services considère que les projections de recettes du gouvernement sont trop sommaires et reposent essentiellement sur l'hypothèse d'une forte croissance du PIB (+3,5%). L'agence de notation considère « qu'il n'est pas garanti que le Pakistan pourra obtenir, au cours de l'année budgétaire à venir, 2,4 Mds USD du FMI comme prévu et que, la question de savoir si le Pakistan adhèrera à un autre programme du FMI ne se posera qu'après les élections, qui doivent avoir lieu d'ici octobre 2023 ».

Moody's Investors Service ajoute : « Les négociations relatives à tout nouveau programme du FMI prendront également du temps, même si elles aboutissent. Tant qu'un nouveau programme n'aura pas été adopté, la capacité du Pakistan à obtenir des prêts auprès d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux sera fortement limitée ».

Moody's Investors Service considère qu'il est peu probable que le Pakistan ait accès dans un avenir prévisible à des financements de marché à des coûts abordables. D'ici là, l'agence de notation considère que les perspectives de financement extérieur du Pakistan pour l'exercice 2024 sont très incertaines et que l'accès du Pakistan à des financements bancaires ou à des euroobligations sera très onéreux pour son gouvernement. Moody's Investors Service rappelle à cet égard qu'au cours de l'exercice budgétaire 2022/2023, le gouvernement pakistanais n'a émis aucune euroobligation et n'a levé que 521 Mds PKR (1,8 Md USD) auprès des banques commerciales, ce qui est loin des 1 400 Mds PKR (4,4 Mds USD) visés dans le projet de loi de finances 2022/2023.

Publication par la SBP d'une liste exhaustive des dépenses des créanciers multilatéraux et bilatéraux au cours des 11 premiers mois de l'année 2022/2023

Les créanciers multilatéraux ont décaissé 4,45 Mds USD de prêts au cours des 11 premiers mois :

- Banque Asiatique de Développement - 2,03 Mds USD ;

- Banque mondiale :

- o (IDA) - 1,3 Md USD,

- o (IBRD) - 170,32 M-USD ;

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) - 555,96 M-USD.

- Le FMI a débloqué 1,16 Md USD en septembre 2022 au titre des 7ème et 8ème revues de la facilité élargie de crédit (EFF).

Les 161 M-USD décaissés par la Banque islamique de développement sous forme de prêts à court terme ont été très inférieurs à l'objectif de décaissement de 1,2 Md USD annoncé sur l'exercice budgétaire 2022-23. Les décaissements de ECO Trade and Development Bank (ECO-TDB, basée en Turquie) se sont élevés à 64 MUSD, celui du Fonds international de développement agricole (FIDA) à 43,9 MUSD, ceux de l'Islamic Development Bank (IsDB) à 16,8 MUSD, ceux de la Banque européenne d'investissement (BEI) à 13,37 M-USD et ceux de la « Multilateral trading facility » liée à la commission européenne se à 1,47 MUSD. Il n'y a pas eu de décaissement de prêts ou de dons de l'UE, de l'OPEC Fund for International Development (OFID) et de l'UNICEF pendant l'année fiscale en cours.

Parmi les créanciers bilatéraux, le Pakistan a reçu 1,35 Md USD au cours des onze premiers mois de l'année fiscale :

- 1,08 Md USD de l'Afrique du Sud par le biais d'une facilité pétrolière,

- 128 M-USD de la Chine,

- 34,8 M-USD du Japon,

- 32,8 M-USD de la France,

- 30,23 M-USD des États-Unis,

- 22,59 M-USD de la Corée du Sud,

- 7,32 M-USD de l'Allemagne,

- 5,45 M-USD de l'Italie,

- 5,35 M-USD de la Belgique

- 1,89 M-USD du Sultanat d'Oman.

Le Danemark, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Royaume-Uni n'ont pas décaissé de fonds d'aide

publique au développement durant l'année budgétaire en cours.

Signature d'un MoU entre la Chine et le Pakistan pour la construction d'un nouveau réacteur nucléaire de 1200 MWe

En présence du Premier ministre, Shehbaz Sharif, la Coopération nucléaire nationale chinoise et la Commission pakistanaise de l'énergie atomique ont signé un protocole d'accord portant sur la construction d'un réacteur nucléaire de 1200 MWe – Chashma 5 dans la province centrale du Pendjab. Le montant total de l'investissement s'élève à 4,8 Mds USD. Il n'est toutefois pas précisé si ce projet entre dans le cadre du CPEC - Corridor économique sino-pakistanaï, déclinaison au Pakistan de la BRI - Belt and Road Initiative.

Sri Lanka

Contraction du PIB de 11,5% en g.a. au T1 2023

Le Department of Census and Statistics a publié son estimation de la croissance au T1 2023, qui atteint -11,5% en g.a.. Malgré une légère expansion (+0,8%) du secteur agricole (8,0% du PIB au T1), portée par la reprise des récoltes suite à la fourniture de fertilisants, l'activité économique est grevée par la contraction (-5,0%) des services (58,2% du PIB au T1), en particulier les services financiers (-33,2%) et assurances (-38,3%), les services immobiliers (-18,3%), de santé (-8,7%) et le conseil dans l'IT (-7,2%), et malgré la bonne tenue relative du tourisme, et surtout par la contraction (-23,4%) de l'industrie (28,7% du PIB au T1), généralisée à la quasi-totalité des sous-secteurs, en particulier les industries extractives (-45,7%) et la construction (-38,3%), et l'industrie manufacturière dans son ensemble (-14,7%). En rythme trimestriel, l'agriculture, les services et l'industrie progressent de -6,9%, de 1,5% et 26,4% respectivement. Au T1 2023, la plupart des travaux de construction publics et privés étaient à l'arrêt en raison de l'augmentation des prix des intrants et des restrictions imposées par le

gouvernement sur les importations, qui ont aussi eu un effet négatif sur les secteurs de l'industrie manufacturière et des services. Certaines activités agricoles souffrent encore des impacts de l'interdiction des fertilisants chimiques décidée en 2021 et supprimée en 2022. En outre, la baisse des exportations a pesé sur l'activité, notamment dans le secteur de l'habillement. Le contexte économique n'a du reste pas encouragé les investissements, en raison notamment de taux d'intérêt élevés.

Augmentation de 6,9 Mds USD (8%) de la dette publique au T1 2023

Selon les dernières données publiées par le ministère des finances, la dette publique au 31 mars s'élève à 92 Mds USD, contre 85 Mds USD au 31 décembre 2022. Elle se décompose en dette de l'Etat domestique (51%), dette de l'Etat externe (39%), dette garantie (4%) et dette de la Banque Centrale (6%). La dette externe de l'Etat (36 Mds USD) est composée à 41% de prêts commerciaux (principalement des International Sovereign Bonds), à 31% de prêts bilatéraux (dont 13 points pour la Chine, 7 pour le Japon, 5 pour l'Inde et 1 pour la France) et à 28% de prêts multilatéraux (dont 16 points pour la BAsD et 11 pour la Banque Mondiale). 70% de cette dette externe a été contractée à taux fixe et 29% à taux variable.

L'Etat ayant n'ayant plus accès aux financements extérieurs (hors multilatéraux) consécutivement à son défaut sur sa dette externe, cette dernière n'augmente au T1 que de 114 MUSD. La quasi-totalité de l'augmentation de la dette totale s'explique par celle de la dette domestique (à 97% libellée en roupies) dont la valeur en roupie augmente de 5,4%, tirée par les besoins de financement de l'Etat, satisfaits par l'émission de T-Bonds et T-Bills à taux élevés (encore à 26% au 31 mars pour les obligations à 6 mois). L'augmentation affichée de 8% de la valeur de la dette publique en USD s'explique donc en grande partie par l'appréciation de la roupie de 11% sur la période.



L'Etat sélectionne trois conseillers pour la privatisation de quatre entreprises publiques

Dans le cadre du programme FMI en cours et de son engagement à réformer les entreprises publiques, l'Etat sri lankais a récemment mis en place une State-Owned Enterprises Restructuring Unit (SOERU). Cette unité avait reçu en mars l'accord préliminaire du conseil des ministres pour organiser la vente des parts de l'Etat dans huit entreprises publiques. Après l'organisation en avril d'un appel à manifestation d'intérêt, 3 conseillers financiers ont été sélectionnés pour la vente des parts de l'Etat dans quatre de ces entreprises : Capital Alliance se voit attribuer la vente de Sri Lanka Insurance Corporation (SLIC), Platinum Advisors celle de Hotel Developers Lanka Ltd (Hilton Hotel Colombo) et Deloitte India celles de Canwill Holdings Ltd (Grand Hyatt Hotel) et Litro Gas Lanka Ltd. L'unité de restructuration a pour objectif de conclure certaines de ces privatisations d'ici à la fin de l'année. D'autres privatisations devraient suivre notamment SriLankan Airlines, Sri Lanka Telecom, Lanka Hospital et Waters' Edge. La stratégie du gouvernement se concentre donc pour l'instant sur la privatisation, présentée comme un moyen de contribuer aux recettes de l'Etat et à l'efficacité des entreprises concernées.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international